



Independent observer
of the Global Fund

Des obstacles à l'information pour la société civile, selon le rapport sur les subventions régionales

Un [nouveau rapport de recherche](#) (en anglais) révèle que la société civile et les groupes communautaires sont confrontés à toute une série d'obstacles à l'information à l'égard des subventions régionales du Fonds mondial en Afrique. Le rapport reconnaît que bien que plusieurs études aient détaillé la participation de la société civile et l'engagement des communautés dans les processus du Fonds mondial au niveau national, peu ont cherché à comprendre dans quelle mesure ces groupes peuvent s'engager au niveau régional. Le titre du rapport – “You just find things happening in a cloud over your head” ou « On n'est pas au courant de ce qui se passe » – illustre la déconnexion générale que la société civile impliquée dans la mise en œuvre sur le terrain exprime au sujet des subventions régionales. En avril 2016, un [article de l'OFM](#) au titre similaire divulguait les résultats préliminaires de ce projet de recherche.

Le rapport a été publié par l'organisation [Eastern Africa National Network of AIDS Service Organizations](#) (EANNASO) en tant qu'hôte de la Plate-forme régionale de communication et de coordination pour l'Afrique anglophone.

Les résultats du rapport ont été tirés de 43 interviews menées auprès d'intervenants clés dans quatre pays africains: le Botswana, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda. EANNASO a choisi de mener des entretiens dans ces pays parce que ceux-ci ont participé à un grand nombre de subventions régionales; Ces quatre pays sont inclus dans neuf des onze subventions régionales en Afrique anglophone. A eux seuls, le Botswana et l'Ouganda sont présents dans cinq subventions régionales.

Sept thèmes clés sont présentés dans le rapport: connaissances, communication, engagement,

coordination, durabilité, responsabilisation et valeur.

Selon les personnes interviewées dans le cadre du projet de recherche, la connaissance limitée des subventions régionales au sein de la société civile au niveau national (le premier thème du rapport) découle d'une plus grande étroitesse du processus de consultation et de dialogue menant au développement de notes conceptuelles régionales comparée aux dialogues nationaux nécessaires pour les demandes de financement national. Le chercheur Dennis Tinyebwe, Directeur exécutif du Réseau africain pour les soins aux enfants affectés par le VIH / SIDA (African Network for Care of Children Affected by HIV/AIDS, ANNECA) en Ouganda, a déclaré: « Je ne pense pas qu'ils comprennent les subventions régionales et qu'ils comprennent les subventions accordées aux pays. C'est en grande partie dû aux mécanismes prévoyant leur participation ». Il a déclaré que les connaissances seraient améliorées si les candidats régionaux étaient tenus d'aller consulter dans chacun des pays qui font partie de leur programme, mais que cela demande trop de temps et de ressources. Dans [une autre analyse](#) (en anglais) des subventions régionales, certains candidats régionaux ont exprimé leur frustration à l'idée d'investir un an et demi dans le développement d'une note conceptuelle pour un programme de trois ans.

Le deuxième thème – la communication – était axé sur le rôle de l'Instance de Coordination Nationale (ICN) en tant que vecteur d'information clé sur les subventions régionales à destination des communautés. Selon le rapport, les représentants des communautés participent dans une certaine mesure au développement de notes conceptuelles, mais les retours d'information aux communautés plus tard dans le processus sont limités. Ceci est largement lié à la fonction des ICN. Dick Muwhezi, de l'organisation The AIDS Support Organization (TASO) en Ouganda, a déclaré: « Nous n'avons jamais vu le produit final, mais je sais que les consultations étaient continues et j'espère que cela a fait une différence ». Le rapport indique que les membres des ICN sont considérés comme responsables de la communication aux parties prenantes des progrès relatifs aux subventions régionales, mais cela ne se passe pas toujours comme ça. Oscar Motsumi, du Botswana Network of AIDS Service Organizations (BONASO), et membre de la société civile dans l'ICN au Botswana, a reconnu qu'il existe des entraves pour tenir les acteurs locaux au courant. « Nous sommes confrontés à des défis en ce qui concerne la façon dont nous représentons nos parties prenantes, parce que nous n'avons jamais de ressources pour réunir nos membres », a déclaré M. Motsumi.

Avec les parties prenantes locales, il y a un engagement clair de la société civile contrairement aux régionales, à la fois en terme de mise en oeuvre en temps réel mais aussi en terme de surveillance. Comme je l'ai dit, leur (subvention régionale) nature est étroite. Ce sont en fait les populations ciblées qui sont impliquées.

Joshua Wamboga-Uganda Network de AIDS Service Organizations (UNASO)

Le manque de connaissances et de communication sur ce qui se passe affectent clairement l'implication de la société civile dans les subventions régionales (le troisième thème). Un membre de la Plate-forme de la société civile du Mozambique pour la coordination de la santé (PLASOC) a noté que « puisque nous participons à l'élaboration des plans stratégiques nationaux, nous connaissons le contenu des subventions nationales. Pas les régionales. » Un membre de l'ICN du Mozambique a également souligné que l'implication est souvent entravée, car certaines subventions régionales semblent contourner l'ICN lors de l'engagement avec les pays. Elle a déclaré : « Comment les candidats aux subventions régionales peuvent-ils entrer dans un pays par l'intermédiaire des ministères et oublier qu'il existe une institution de coordination? Ou alors, s'ils ne reconnaissent pas cette institution, quelque chose ne va pas! »

Le quatrième thème du rapport était la coordination, ce qui est d'une importance cruciale étant donné le nombre élevé de subventions régionales qui se chevauchent souvent. « La coordination devient la contrainte. Alors vous souffrez », a déclaré Junior Molefe, de Men for Health and Gender Justice, au Botswana.

La société civile et les groupes communautaires ont exprimé que la coordination constituait un défi, en grande partie parce que les gens ne savent pas qui met en œuvre les subventions régionales. Par conséquent, des doublons peuvent se produire et passer inaperçus.

Ces doublons ont été mentionnés à la fois entre les subventions nationales et régionales et entre les subventions régionales multiples qui couvrent le même pays. En effet, quatre des sept participants du Nigeria ont indiqué qu'ils ne savaient pas qui étaient les bénéficiaires principaux (PR) ou les sous-bénéficiaires (SR) des subventions régionales. Jacqueline Alesi, du Réseau ougandais des jeunes vivant avec le VIH/sida (Uganda Network of Young People living with HIV/AIDS, UNYPA), a rappelé que connaître les personnes responsables de la mise en œuvre est essentiel car « notre rôle est de s'assurer que pendant la mise en œuvre nous sommes là pour aider à surveiller ».

Le cinquième thème du rapport souligne la nécessité d'une appropriation communautaire au niveau local pour que les subventions régionales soient véritablement durables. « Les subventions régionales peuvent être pérennes si la communauté est impliquée dans le développement et la mise en œuvre du projet », a déclaré Mike Akanji de l'Initiative Equal Rights (TIERs) au Nigeria. Nana Gleeson, de l'organisation BONELA, en a convenu, notant que « nous avons vu des subventions précédentes qui n'ont pas fonctionné si bien. Je pense que c'est dû au manque d'appropriation du projet ». Un autre point intéressant sur la pérennité a été soulevé par Pilot Mathambo, du Pilot Mathambo Centre for Men's Health au Botswana, qui a souligné l'importance de la participation au niveau local: « Si vous voulez obtenir des changements juridiques et politiques au niveau régional, vous devez également changer les attitudes des gens sur le terrain, sinon cela ne sert à rien. »

Si le Fonds Mondial souhaite sérieusement faire le suivi de l'implication des communautés, on doit savoir ce qui se passe et on doit obtenir les informations nécessaires afin d'être en mesure d'analyser et faire part de nos retours. Et où est-ce que cela se passe? nous ne sommes pas au courant. Et à la fin, ils vont faire une sorte d'évaluation et on dira: eh bien, "je n'étais pas au courant". Cela n'est pas suffisant. Ce type d'informations doit être mis à la disposition de tout le monde.

Nana Gleeson- Botswana Network on Ethics, Law and HIV and AIDS (BONELA)

Sur le thème de la responsabilisation, le rapport a mis en évidence les questions de représentation des populations clés en particulier. Bon nombre des subventions régionales en Afrique anglophone sont axées sur les questions relatives aux droits humains et sur le renforcement des réseaux pour les populations clés. Un informateur clé du Nigeria a indiqué que « l'un des mécanismes [de responsabilisation] est l'ICN, car les communautés et les populations touchées y siègent ». Mais Mike Akanji (TIERs) a noté que « les programmes régionaux ont des instances régionales de coordination (IRC) ; Cependant, les populations clés ne sont pas représentées à l'IRC. »

Le dernier thème exploré dans le rapport – la valeur – a fait état des opinions des participants autour de la question de savoir si s'impliquer dans les subventions régionales vaut la peine pour eux. Malgré les défis susmentionnés, la plupart des participants estiment que les subventions régionales sont d'une importance cruciale et que la société civile et les communautés doivent être soutenues pour mieux s'impliquer. Laila Alberto Jose Sueye, de Tiyane Vavasate, une organisation dirigée par les travailleurs du sexe au Mozambique, a déclaré: « Je suis très impressionnée que le Fonds mondial se souvienne des travailleurs du sexe. Dans mon pays, personne ne veut parler des travailleurs du sexe ». « Le Fonds mondial » a-t-elle continué « améliore l'environnement favorable, ce qui est très important. Les subventions régionales sont importantes pour cela ». Maatla Otsogile du Secrétariat de l'ICN au Botswana a acquiescé, précisant : « nous pensons que nous sommes plus forts si nous combinons nos efforts. Faire quelque chose à l'échelle régionale est très, très, important. Ces subventions régionales sont très, très nécessaires. »

Le rapport se termine par cinq recommandations (ou « points d'action ») résultant de l'analyse des entretiens:

- Élargir l'accès à l'information relative aux subventions régionales, et ne plus compter sur les ICN comme seul canal de communication;
- Accroître la participation des communautés aux étapes de la conceptualisation, de la conception et de l'évaluation des subventions régionales;
- Créer des opportunités pour la société civile et les groupes communautaires au niveau des pays d'être bénéficiaires de certaines composantes des subventions régionales afin d'assurer une plus grande adhésion et une plus grande pérennité;
- Donner la priorité à l'assistance technique, au renforcement des capacités et au financement, ce qui facilite la capacité de la société civile et des groupes communautaires à demander des comptes sur les subventions régionales; et
- Donner des retours cohérents et fiables à tous les pays et communautés impliqués.

Les annexes du rapport comprennent des tableaux et des cartes des 11 subventions régionales couvrant les pays africains anglophones, y compris les noms des PR, les montants des subventions, les pays couverts, la portée des subventions et les coordonnées des personnes clés.

[Read More](#)
